

CONTRAT SOCIAL ENSEMBLE, BÂTISSONS UN CONGO PLUS BEAU QU'AVANT DANS LA PAIX !

Avant-propos

Réseau Citoyen

« Pona Congo »

Page web :

www.ponacongo.net

[ponacongo1885@](mailto:ponacongo1885@gmail.com)

[gmail.com](mailto:ponacongo1885@gmail.com)

En 2006, la République démocratique du Congo (RDC) a entamé une reprise de ses cycles électoraux. Lueur d'espoir après des décennies de dictature, ces élections n'ont pas su rassurer les Congolaises et les Congolais en apportant un réel changement au sein du pays. L'insécurité est plus que jamais présente, l'économie est en berne, le Franc congolais au plus bas depuis des années, et l'espoir d'un avenir meilleur est devenu un rêve très lointain que la population ne perçoit plus comme atteignable.

Il existe un décalage entre les dirigeants et le peuple qui, déçu, demande un changement profond. Ne sont pris en compte ni les véritables préoccupations de la population, ni les problèmes structurels et quotidiens auxquels elle fait face, ni ses attentes.

Ces problèmes sont connus de tous, mais peu repris dans les débats qui animent la sphère politique : les Congolaises et les Congolais méritent mieux que ça !

Le système de gouvernance du pays, issu de la Constitution, établit que le peuple délègue une partie de ses pouvoirs au Gouvernement, lui-même devant être l'émanation des représentants du Peuple. Ces hommes et ces femmes qui le composent ont pour mission d'assurer le fonctionnement harmonieux de la société, et c'est aujourd'hui un échec. Ces hommes et ces femmes ont pour mission de trouver des solutions aux problèmes du pays,

et c'est aujourd'hui un échec. Ces hommes et ces femmes ont pour mission de défendre l'intérêt général, et c'est aujourd'hui un échec.

Un système de prédation s'est mis en place. Les dirigeants sont toujours plus riches et la population toujours plus pauvre.

Le pays ne peut plus continuer sur cette voie car elle nous éloigne chaque jour du rendez-vous de la justice et de la paix sociale. Le troisième paragraphe du préambule de la Constitution rappelle que « l'injustice avec ses corollaires, l'impunité, le népotisme, le régionalisme, le tribalisme, le clanisme et le clientélisme, par leurs multiples vicissitudes, sont à l'origine de l'inversion générale des valeurs et de la ruine du pays ». Cette voie fragilise le vouloir-vivre-ensemble et la cohésion nationale. Elle renforce les fractures entre citoyens, réduit la construction d'une identité commune et affaiblit notre capacité à affronter ensemble les défis auxquels notre Nation est confrontée ainsi que les menaces auxquelles elle fait face, à l'image de la balkanisation du territoire national.

Il est impératif d'interroger notre mode de gouvernance qui tend à occulter le rôle actif du citoyen, pourtant nécessaire en démocratie. Il est impératif de renverser le modèle actuel qui voit une classe de « professionnels de la politique » se constituer en « *aristocratie ou bourgeoise républicaine* ».

Le premier paragraphe de l'article 5 de la Constitution stipule que « la souveraineté nationale appartient au peuple. Tout pouvoir émane du peuple qui l'exerce directement par voie de référendum ou d'élections et indirectement par ses représentants ». De ce fait, à la veille du quatrième cycle électoral au cours duquel les citoyens devront élire leurs représentants lors des élections locales, provinciales, nationales et présidentielles, nous citoyens, membres du Réseau Po Na Congo, avons pris nos responsabilités en tant que citoyennes et citoyens. Nous avons décidé de nous engager afin de nous assurer que les futurs gouvernants tiennent compte des préoccupations, des problèmes et des attentes de la population dans leurs programmes politiques.

Ici se situe la genèse de la campagne de consultations dites populaires intitulées « Congo Tolingi » - le Congo que nous, les citoyens, voulons. Lancées le 19 mai 2023, elles ont été une occasion inédite pour les Congolaises et Congolais, de tous les horizons et couches sociales, de tous les territoires, de toutes les villes, de faire entendre leur voix. Elles ambitionnent d'établir ensemble le Congo dont nous rêvons.

L'objectif de ces consultations est d'identifier les principaux problèmes auxquels les citoyens sont confrontés, de prioriser ses problèmes, et de déterminer un certain nombre d'engagements que devront prendre les dirigeants afin que ce rêve commun se concrétise.

Les consultations populaires « Congo Tolingi »

La campagne des consultations populaires « Congo Tolingi » se déroule en deux phases :

La première phase des consultations populaires consistait à consulter le plus grand nombre possible de citoyennes et de citoyens, les conclusions devant aboutir à l'élaboration du présent *Contrat Social*. Pour ce faire, des points focaux, membres du réseau Po Na Congo, appuyés par les réseaux des partenaires laïcs catholiques et protestants – CALCC et MILAPRO –, ont été déployés dans les 24 communes de Kinshasa, dans 34 villes et dans les 145 territoires de la RD Congo, ainsi que dans la diaspora.

Ces consultations ont abordé les grands thèmes suivants : le leadership politique, la lutte contre la corruption, le clientélisme et le népotisme, l'insécurité (groupes armés, délinquance, etc.), le processus électoral et la démocratie, les affaires sociales (santé -emploi- la cohésion nationale), l'économie, et l'éducation.

Une consultation virtuelle a également été lancée afin de donner plus d'options aux citoyens, et ainsi accroître le nombre de personnes consultées.

La seconde phase, qui débute avec la publication du présent *Contrat Social*, consiste à mobiliser les citoyens autour de celui-ci. Nous sommes convaincus que les Congolaises et les Congolais se l'approprièrent afin d'en faire un outil de sélection des futurs dirigeants. *Nous souhaitons qu'il devienne central à la désignation des dirigeants qui devront, selon la fonction sollicitée, être désignés sur base de leur capacité à proposer des solutions concrètes et réalistes aux problèmes prioritaires identifiés par les citoyens.*

Des résultats des consultations populaires

Plus de 200 rencontres citoyennes ont été organisées dans les 24 communes de Kinshasa, dans 34 des 35 villes du pays, dans plusieurs territoires ainsi que dans la diaspora. Plus de 1300 points focaux ont été identifiés, renforcés, formés, mis en réseau et coordonnés. Ces 1300 citoyennes et citoyens engagés ont porté les

rencontres citoyennes. Des tribunes d'expression citoyenne ont été organisées avec les mamans maraîchères, les chauffeurs de taxi et de moto, les personnes en situation de handicap, les étudiants ainsi que la diaspora dans les villes de Bruxelles et de Paris.

Avant d'aborder les conclusions de ces consultations, il est impératif de souligner que les Congolaises et les Congolais consultés, en dépit de la situation dans laquelle se trouve le pays, ont accueilli avec intérêt et enthousiasme ces consultations populaires - Congo Tolingi. Avant toute chose, écouter les citoyennes et les citoyens est essentiel et permet de faire germer la graine du changement et rallumer la flamme de l'Unité. Certains étaient résignés mais croient en la force et en la puissance du peuple Congolais et en sa capacité à aller de l'avant vers un avenir meilleur, malgré les défis auxquels il fait face !

Des milliers de réponses reçues, il est possible de présenter les constats suivants :

- 85 % des Congolais croient que le Congo n'est pas bien géré : « Les agents et fonctionnaires de l'état souffrent d'un mauvais traitement. Ils reçoivent des miettes. Parce que les dirigeants sont des égoïstes, ils ne visent que leurs intérêts » ;
- 79 % pensent que la corruption fait partie des grands maux qui rongent notre pays : « La corruption est partout, même à l'hôpital et surtout dans l'enseignement. Ici tout s'achète » ;
- 79 % considèrent la situation économique actuelle comme particulièrement mauvaise : « Nous ne produisons presque rien et le peu que nous produisons pourrait par manque de routes d'évacuation. Tout est devenu cher, sur le plan économique, il vaut mieux l'époque de Kabila que celle d'aujourd'hui » ;
- 79 % ne pensent pas que l'entrepreneuriat local est suffisamment considéré par le gouvernement actuel : « Les étrangers et les nantis sont les plus nombreux, si pas les seuls, à bénéficier de ce dont les véritables entrepreneurs locaux devraient bénéficier » ;
- 78 % pensent que l'amélioration de la situation sociale n'est pas au cœur de l'engagement du gouvernement aujourd'hui, tandis que 81% pensent que l'amélioration de la situation sociale n'est pas au cœur de l'engagement des partis politiques, toutes tendances confondues, aujourd'hui : « La misère croît au jour le jour. Il y a une grande inégalité sur la situation salariale » ;

- 77 % des consultés ne croient pas que les élections sont une bonne chose pour la RD Congo pendant que le reste croient au contraire : « Ça n'apporte rien au développement du pays au contraire ça nous amène à des contestations et contestations... Il faut une dictature éclairée » ;
- 75 % des Congolais pensent que depuis 2006, les dirigeants proclamés ne sont pas ceux qui ont été choisis réellement par les électeurs ;
- 74 % des consultés croient que la démocratie est une bonne chose pour la RD Congo, tandis que 85 % des consultés croient en même temps que depuis l'avènement de la démocratie, la situation générale du pays ne s'est pas améliorée : « La violation de la constitution se fait même par les autorités qui devraient être les premières à la respecter » ;
- 76 % des consultés ne croient pas que le processus électoral en cours soit suffisamment transparent : « Pas du tout, du fait que la classe politique ne s'accorde pas : premièrement sur le choix des animateurs de la CENI, et deuxièmement : le fichier électoral est toujours contesté » ;
- 73 % des sondés pensent que la sécurité n'est pas au cœur des préoccupations des dirigeants : « Nous sommes massacrés chaque jour et les autorités n'ont pas le temps de se déplacer sur le terrain pour se rendre compte de la réalité » ;
- 73 % des consultés pensent que l'administration de la justice est très mauvaise : « Le fait que la justice a toujours été rendu en faveur du coupable parce qu'il a donné l'argent montre à suffisance que la justice au Congo est monnayée » ;
- 50% des consultés pensent que le gouvernement accorde suffisamment d'importance à la question de l'éducation tandis que 71% pensent que la mise en œuvre de la gratuité n'a pas été bien réalisée.

Malgré le tableau sombre dégagé de ces premières conclusions, dans lequel 76% des citoyens consultés évaluent la situation actuelle comme mauvaise, voire très mauvaise, il sied de noter que 50% des personnes consultées croient fermement en «Un Congo plus beau qu'avant». Elles sont convaincues qu'il est possible de sortir la RD Congo de la situation chaotique actuelle et de tourner le gouvernail dans la bonne direction, à condition

d'avoir le leadership adéquat. Cet optimisme inédit, étant donné les circonstances, témoigne de la force de résilience du peuple Congolais. Il est un élément crucial sur lequel se basera le Contrat Social et la preuve que les Congolais sont résolument tournés vers un avenir meilleur.

Des priorités issues des consultations populaires

Les trois problèmes principaux relevés lors des consultations populaire sont :

- Mauvaise gestion de la Res publica (République démocratique du Congo en l'occurrence) par ses dirigeants : 85% des répondants ;
- L'absence de politique sociale : 81 % des répondants ;
- La Corruption : 79% des répondants.

Concernant la mégestion du pays, les répondants avancent en majorité que les responsables politiques ne se rendent pas sur le terrain et n'ont pas connaissance des réalités du quotidien de la population. Ces réalités, dures et violentes, doivent être connues et comprises pour permettre la mise en place des politiques efficaces.

Concernant la mise en place d'une politique sociale, les répondants avancent en majorité qu'elle n'est ni une priorité des gouvernants, ni des partis politiques dans leur diversité. La République démocratique du Congo a besoin de politiques sociales ambitieuses, au niveau de la santé, de l'emploi et de l'éducation, afin de répondre aux défis auxquels elle fait face.

Concernant la corruption, les répondants avancent en majorité qu'elle touche toutes les strates de la société, notamment le personnel politique, la justice, la santé et l'éducation. A cela s'ajoutent de nombreux commentaires critiquant la lutte contre la corruption menée par le gouvernement qu'ils jugent inefficace. Plus de 65% des répondants estiment ainsi que la lutte contre la corruption n'est pas une priorité des gouvernants.

De l'avènement d'un Congo nouveau

Face à ce constat qui dresse le tableau sans équivoque de la méfiance et de défiance de la population vis-à-vis des gouvernants et de la classe politique en général, il paraît indispensable de refonder la relation entre les dirigeants et les citoyens.

Ainsi, le réseau Po na Congo propose 20 engagements issus des thématiques abordées lors des consultations populaires Congo Tolingi. Ces engagements composent le *Contrat Social* que le réseau Po na Congo va promouvoir dans les semaines et mois qui viennent, afin de l'imposer aux candidats aux élections présidentielle, législatives, provinciales et municipales.

Ce *Contrat Social* ne saura amener l'avènement d'un Congo nouveau que si les quatre piliers suivants sont entendus, partagés, promus et exigés par les Congolais. Ces quatre piliers sont :

- Une société véritablement actrice des décisions qui la concerne ;
- Une exigence citoyenne et républicaine pour une démocratie participative active et renouvelée ;
- Des élus et décideurs publics à l'écoute ;
- Une offre politique de qualité qui soit la réponse politique aux préoccupations et priorités des citoyens.

Des engagements pour le Congo que nous voulons

Au-delà de ces piliers, Po Na Congo propose à toutes et tous de se soumettre à des engagements, qui répondent aux attentes des Congolaises et des Congolais, des jeunes et moins jeunes, des citadins et des ruraux. Ces points sont catégorisés suivant les thématiques abordées lors des Consultations populaires Congo Tolingi.

Du leadership politique

- Je m'engage à combattre le Système de prédation, notamment en faisant de la réduction du train de vie des acteurs politiques et des institutions publiques mon cheval de bataille ;
- Je m'engage à rendre publique la situation de mon patrimoine personnel, en République démocratique du Congo et à l'étranger, avant les élections, et à publier une mise à jour annuellement ;
- Je m'engage à renoncer à mon immunité si je suis accusé de détournement de fonds et à démissionner de toutes mes fonctions si je suis poursuivi par la justice ;
- Je m'engage à installer un bureau permanent de représentation dans ma circonscription afin de faciliter les échanges avec les citoyens.

De la lutte contre la corruption, le clientélisme et le népotisme

- Je m'engage à ne pas présenter un membre de ma famille, qui n'a aucun engagement politique connu, comme suppléant ;
- Je m'engage à rendre publique l'intégralité de ma rémunération, y compris les avantages, une fois élu, et à rejeter toute rémunération non déclarée qui s'apparenterait à de la corruption.

De la sécurité

- Je m'engage à préserver l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo ;
- Je m'engage à ne pas trahir la Nation en collaborant avec des forces étrangères qui agissent contre les intérêts du Congo ;
- Je m'engage à promouvoir la refondation des forces armées congolaises afin de leur donner les outils lui permettant d'assurer la sécurité sur tout le territoire.

Du processus électoral et de la démocratie

- Je m'engage à promouvoir le pluralisme politique et la démocratie participative ;
- Je m'engage à promouvoir une presse nationale libre et indépendante ;
- Je m'engage à préserver l'indépendance de la structure chargée de l'organisation des élections afin qu'elle puisse organiser des élections justes, démocratiques, plurielles, et impartiales ;
- Je m'engage à rencontrer mensuellement les citoyens de ma circonscription au sein de ma permanence afin de poursuivre les consultations populaires lors de mon mandat.

Des affaires sociales (santé, emploi et la cohésion nationale)

- Je m'engage à promouvoir toute décision qui aura pour objectif d'améliorer les conditions de vie de citoyens.
- Je m'engage à lutter contre le tribalisme, le népotisme, le régionalisme, le clanisme et le clientélisme.

De l'économie

- Je m'engage à promouvoir la création d'entreprises locales afin de motiver la création d'emplois par les Congolaises et les Congolais pour les Congolaises et les Congolais, notamment en soutenant la mise en œuvre de la loi fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé ;
- Je m'engage à demander un audit indépendant des entreprises étatiques et des entreprises partenaires du gouvernement Congolais afin de lutter contre la fraude lorsque des faits infractionnels sont portés à ma connaissance ;
- Je m'engage à demander l'interdiction de séjour sur le territoire Congolais pour tout étranger ayant volé la République démocratique du Congo.

De l'éducation

- Je m'engage à promouvoir la qualité de l'éducation dans le secteur public, la recherche et le développement, ainsi que l'amélioration des conditions des enseignants. ■